



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 361 du 8 décembre 2024

Au sommaire :

- **Guerres et extrême droite, mascarade parlementaire, licenciements, austérité... Macron-Trump-Musk-Zelensky and co prient pour le capitalisme en faillite !** - Galia Trépère
- **Le capitalisme financiarisé mondialisé, une nouvelle ère de crises, de guerres et de révolutions ! Pour un pôle démocratique des révolutionnaires** - Texte de plateforme de Démocratie révolutionnaire dans le cadre du congrès du NPA-R

Guerres et extrême droite, mascarade parlementaire, licenciements, austérité... Macron-Trump-Musk-Zelensky and co prient pour le capitalisme en faillite !

Samedi, pour la cérémonie de réouverture de Notre-Dame, Macron, accompagné de Trump, le milliardaire ami des milliardaires, Musk, Zelensky et autres chefs d'Etat, a cru s'élever jusqu'au ciel ou au moins faire un miracle, réaliser autour de sa personne l'unité nationale au nom de la religion et de l'occident chrétien en guerre. Ce miracle bien éphémère relayé par les médias aux ordres, obséquieux, sous la protection de la police, n'a pas accouché d'un premier ministre. Ce ne fut qu'une cérémonie d'union entre l'Église et le pouvoir, un grand spectacle avec les grandes orgues pour subjuguier et dominer l'opinion, la soumettre à la folie qui s'empare des grandes puissances et de leurs dirigeants en guerre pour sauvegarder leurs profits, leur hégémonie mondiale. Zelensky, chef de guerre en Ukraine pour le compte des USA et de l'Otan, a été ovationné par tous les dirigeants du monde occidental.

Ces apôtres de « *la paix par la force* » selon la formule de Trump, c'est-à-dire par la guerre, la paix pour justifier leurs guerres, poursuivent leur guerre de classe ouverte contre les travailleurs, les migrants, les droits sociaux et démocratiques complément de leur guerre tout court contre les peuples, au Moyen-Orient et dans l'est de l'Europe.

L'effondrement en Syrie de la dictature sanglante, haïe, de Bachar Al-Assad, soutenue par Poutine, sous les coups de djihadistes, intégristes religieux que ces mêmes grandes puissances prétendaient combattre tout en s'apposant à la révolte des peuples du printemps arabe de 2011, participe de ce chaos capitaliste mondialisé. Il suscite un profond sentiment de libération et des espoirs dont rien ne laisse penser que ceux qui organisent la transition de pou-

voir puissent y répondre. Les puissances locales comme la Turquie ou Israël restent les maîtres du jeu avec les USA et un régime respectueux des droits démocratiques et sociaux des classes populaires ne pourrait naître que d'un renouveau printemps arabe écrasé dans le sang par Assad et les intégristes religieux.

Macron manœuvre pour rester au pouvoir et ouvre la porte à Le Pen

Par cette démonstration d'unité des dirigeants des puissances occidentales, Macron espère renforcer sa position pour reprendre la main dans la bataille qu'il mène, ici, dans le marais parlementaire et ses luttes de pouvoir.

Jeudi dernier, le lendemain même de la chute de Barnier, de retour d'Arabie Saoudite où il avait négocié de juteux contrats pour EDF, Total-Energies, Véolia, Dassault et CMA-CGM, Macron avait commencé son show pour sortir de la crise politique qu'il a lui-même provoquée dans une allocution télévisée diffusée par toutes les chaînes d'information. Espérant s'élever au-dessus des rivalités parlementaires, il a attaqué « les extrêmes » et condamné le vote par les députés du RN de la motion de censure déposée par LFI suite au 49.3 du gouvernement, le choix du « *désordre, qui est le seul projet qui les unit à l'extrême gauche [LFI]* ». Comme ceux du NFP, avait-il accusé, « *ils ne pensent qu'à une seule chose, à l'élection présidentielle.* » Lui bien sûr ne veut que le bonheur du peuple...

L'hypothétique gouvernement à venir aura pour seule tâche de servir les classes possédantes en poursuivant la casse des services publics, Santé, Education, comme la protection sociale.

Président des multinationales et des riches, il ne veut pas leur faire payer « *plus d'impôts* », et défend un programme sécuritaire, contre le « *laxisme face au narcotrafic* », et militariste et guerrier. « *Au moment où les guerres en Europe et au Moyen-Orient nous déstabilisent* », le futur gouvernement devra « *continuer de préparer nos armées mais aussi toute la société, et agir pour la paix. Avoir une France plus forte dans une Europe plus forte, plus indépendante et prête peut-être à de nouveaux conflits...* ».

Face à la guerre de classe du futur gouvernement et des groupes capitalistes...

Mercredi dernier, le Crédit commercial de France, qui a été racheté par le fonds américain Cerberus en 2023, a rendu public un plan de restructuration prévoyant, d'ici à 2026, 1400 licenciements. Pas une semaine ne se passe sans que soient annoncés de tels plans. A cette vague de licenciements dans les grands groupes capitalistes s'ajoutent les faillites de dizaines de milliers de petites entreprises, comme aussi les suppressions de dizaines de milliers d'emplois dans l'Économie sociale et solidaire, conséquences de la réduction du budget des collectivités territoriales.

Le patron du Medef, Patrick Martin, ne cesse de le répéter, il y aurait trop d'impôts qui pèsent sur les entreprises -alors qu'ils n'ont pas cessé de baisser ces dernières années. Il avait évalué récemment à 300 000 le nombre de travailleurs menacés par des licenciements par suite des infimes diminutions des exonérations d'impôts prévues par Barnier avant sa chute. Et préconisé une « *TVA sociale* », l'augmentation du plus injuste des impôts, impôt indirect à la consommation qui pèse de la même façon sur un milliardaire ou un smicard, pour financer les dépenses sociales.

Par rapport à la « *baisse à 20 % du taux d'impôt sur les sociétés* » annoncées par Trump, l'écart va se creuser avec les Etats-Unis, avertissait-il, pour se plaindre de cette concurrence et surtout demander que l'État imite ce qui devient un modèle international.

Alors que la croissance industrielle est en berne, limitée par la baisse de la consommation et l'exacerbation de la concurrence, le protectionnisme, les groupes capitalistes ne peuvent pas se passer de la perfusion permanente d'argent public pour assurer leurs profits tandis que les marchés financiers exigent l'austérité, la baisse des dépenses publiques pour réduire le déficit et ainsi assurer les rentes qu'ils tirent de la dette française.

Le milliard de dividendes versés par Decathlon à la famille Mulliez qui en est propriétaire quelques jours après l'annonce de 2400 licenciements dans les supermarchés Auchan qui lui appartiennent aussi tout comme Kiabi, Boulanger, Leroy-Merlin, résume le cynisme des parasites qui dirigent l'économie dans le seul but du profit. Et d'après les statistiques publiées par ATTAC, les 46 milliardaires français posséderaient 576,5 milliards, que quoi combler le déficit budgétaire !

... les travailleurs ont toutes les raisons de postuler à gouverner

Quel nouveau Premier ministre Macron tirera de son chapeau et de ses tractations avec les forces de de « *l'arc républicain* », macronistes, droite et une partie du PS qui tourne déjà le dos à LFI, ou bien gouvernement encore plus à droite sur la ligne de Retailleau, « *l'ordre, la reconnaissance du mérite et du travail* », politique violemment sécuritaire et anti-immigrés, personne ne le sait, pas plus Macron que les postulants. Mais quel que soit le gouvernement à venir et dans quels délais il viendra, il se pliera aux impératifs exigés par le Capital et mènera une politique encore plus austéraitre, répressive, réactionnaire et belliciste, préparant le terrain, d'une façon ou d'une autre, à la venue au pouvoir du RN.

Le Pen attend son heure, une élection présidentielle anticipée par la démission de Macron du moins si elle n'est pas déclarée inéligible par les tribunaux. En votant la motion de censure du NFP, elle pense prendre l'ascendant sur son rival Mélenchon, bien en mal de lui opposer une alternative radicale capable d'entraîner les travailleurs et les classes populaires tellement il est prisonnier du jeu parlementaire et du système qu'il prétend changer.

Le monde du travail a raison de rejeter cette mascarade politicienne et les partis parlementaires dominés par les ambitions personnelles et leurs intérêts d'appareil. Il n'a rien à en attendre si ce n'est des reniements et des mauvais coups. Le NFP ne se dit-il pas prêt à gouverner avec Macron que tout le monde déteste et à négocier un gouvernement avec la droite !

Pour les travailleurs, confrontés au chômage, à la précarité, à la baisse du niveau de vie, à la misère, il n'y a et il n'y aura pas de « *sauveur suprême* ».

Leur système est condamné, les travailleurs ont la force, parce qu'ils ont un rôle irremplaçable dans la production et la vie sociale, de s'opposer à la régression sociale. Ils ont les moyens d'imposer leurs exigences et de mettre en place un pouvoir démocratique représentant et défendant les intérêts de la collectivité, une assemblée et un gouvernement des travailleurs sous le contrôle de la population, des ministres révocables.

Il n'y a pas d'autre alternative à la fuite en avant destructrice des capitalistes pour sauver leur domination et leurs profits quoi qu'il en coûte.

Les journées de grève et de manifestation à venir sont autant de moments pour nous regrouper, discuter de notre avenir, de celui de la société, pour construire notre solidarité et notre unité fondées sur la conscience de nos intérêts communs par-delà les différences de statut, d'origine, de croyance, contre la minorité richissime et parasitaire qui exploite et opprime toute la population, contre le chaos de la régression sociale, de la haine xénophobe et raciste, de la guerre.

Galia Trépère

Le capitalisme financiarisé mondialisé, une nouvelle ère de crises, de guerres et de révolutions ! Pour un pôle démocratique des révolutionnaires

Plus de deux ans après l'exclusion-scission des camarades qui ont participé à la constitution du NPA-R, ce premier congrès devrait être un congrès de refondation. La direction constituée par l'alliance entre les deux fractions AetR et L'Étincelle, dans la suite de son refus de tout congrès de refondation, veut en faire son congrès d'affirmation du NPA-R, continuité et dépassement du NPA, faisant de l'échec de notre combat contre la scission-exclusion une opportunité « *inédite* ».

L'évolution des camarades d'AetR et de L'Étincelle, qui se sont dégagés de la politique à laquelle ils avaient participé avec la campagne Poutou pour une gauche radicale et la solidarité avec « la résistance ukrainienne » et se préparent à fusionner, pourrait aller dans le bon sens à condition de changer de méthode. Une fusion par en haut telle qu'elle se déroule depuis deux ans sans discussion ouverte à tous-tes les militant-es, publique, sans qu'il soit possible de comprendre les divergences qu'ils auraient surmontées et de partager l'expérience qu'ils qualifient d'inedite, ne porte aucune dynamique pour le mouvement révolutionnaire. Elle prend place dans un ensemble de relations sectaires au sein de ce mouvement qui se renforcent au moment même où les besoins du mouvement ouvrier en réponse à l'impuissance de la gauche politique et syndicale et à la montée de l'extrême droite exigeraient de construire des relations unitaires et démocratiques.

Un congrès de refondation du NPA en 2022 aurait été la seule façon d'empêcher ce qui fut, à défaut, celui de la scission-exclusion. Les différents courants qui refusaient la politique d'alliance avec LFI - engagée dès 2020 lors des élections municipales sur Bordeaux, puis des élections régionales de 2021 et la campagne présidentielle pour une gauche radicale avant le soutien à la NUPES suivi du ralliement au NFP-, n'ont pas été capables alors de s'unir autour d'une orientation démocratique et révolutionnaire pour constituer une nouvelle direction.

Après avoir rejeté cette politique pour ensuite refuser la scission sans s'en donner les moyens, AetR et L'Étincelle font de la scission-exclusion une prétendue chance pour le mouvement révolutionnaire et continuent à refuser tout congrès de refondation !

L'enthousiasme fusionnel qui prévaut aujourd'hui ferme les yeux sur les occasions manquées durant les années qui ont précédé la scission-exclusion, et y compris avant, alors qu'il aurait été possible d'agir pour que la gauche du NPA puisse constituer une direction alternative capable d'empêcher l'explosion.

La page est tournée et il dépend de nous de changer d'orientation pour définir une poli-

tique pour un pôle démocratique des révolutionnaires.

Le congrès devrait viser à définir ce qui nous rassemble, délimiter les divergences et établir le cadre et les modalités de notre travail collectif, ce que le NPA-B avait refusé voulant provoquer l'exclusion-scission. Toutes et tous nous voulons construire un parti qui respecte le droit de tendance et de fraction ainsi que leur libre expression. Il s'agit de plus qu'un droit mais de la condition même d'une politique visant à la constitution d'un pôle des révolutionnaires, instrument de l'organisation démocratique du monde du travail, de la construction d'un parti pour la classe ouvrière.

Cela rejoint la discussion sur la période et les tâches qui jusqu'alors a été repoussée même quand, dans le NPA, le principe en avait été voté, vote sans suite bien que c'eût été la seule façon d'empêcher le processus de scission d'aller à son terme.

Les principaux courants du mouvement révolutionnaire, dont Lutte ouvrière, se refusent à prendre en compte l'idée que le capitalisme connaît une nouvelle phase de son développement, que le stade « suprême » n'était pas le stade « ultime ». Cette idée est perçue comme une remise en cause de Lénine, d'un de ces socles constitutifs de chaque fraction qui repose sur la réduction de l'héritage révolutionnaire à des dogmes dont chacune a son interprétation et sa lecture, en réduisant le matérialisme dialectique, le marxisme, à un matérialisme mécanique voire métaphysique.

Le présent est vu comme la simple prolongation du même phénomène, « l'impérialisme », sous une forme différente, « reconfiguré » quitte à vider de son contenu la conception historique qu'en avait Lénine, au lieu de s'approprier sa méthode dialectique pour s'attacher à définir les spécificités de notre époque du point de vue des perspectives révolutionnaires, c'est-à-dire de la réussite à un niveau supérieur de ce qui a échoué dans le passé.

La capacité du mouvement révolutionnaire à dépasser ses divisions pour avancer vers un parti révolutionnaire des travailleurs dépend de sa capacité à penser du point de vue marxiste la nouvelle période pour définir nos tâches, se refonder.

Cette plate-forme se situe dans cette perspective indépendamment des questions immédiates de direction et cela du point de vue de la construction du NPA-R comme instrument d'un pôle démocratique et révolutionnaire, plus largement du point de vue de l'ensemble du mouvement révolutionnaire, organisé ou non, de ses ami-es et sympathisant-es dans la perspective d'œuvrer à la liqui-

dation des vieilles pratiques d'auto-construction et des bases politiques et organisationnelles qui les perpétuent. Elle prend appui sur les principales données de la nouvelle phase de développement du capitalisme, les bouleversements économiques et sociaux, politiques qui fondent aujourd'hui la perspective révolutionnaire et définissent nos tâches, combattre le sectarisme et l'opportunisme au sein du mouvement révolutionnaire, conséquences et facteurs de ses divisions, pour les dépasser et engager une dynamique unitaire vers la construction d'un parti répondant aux besoins de la période.

Le capitalisme de son stade suprême à son stade ultime, la marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé

Parlant de la formation de l'impérialisme, Lénine écrivait : *« Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste [...] En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. »*

Ces « contradictions, frictions, conflits particulièrement aigus et violents » ont donné naissance à travers un « développement inégal et combiné » au capitalisme financiarisé mondialisé qui s'est substitué à l'impérialisme que décrivait Lénine. Il en a exacerbé les traits essentiels, le parasitisme, la surexploitation de l'homme et de la nature, la concurrence mondialisée associée à la lutte militaire pour le contrôle des matières premières et énergétiques, des marchés et des voies logistiques.

Il peut se définir de façon résumée et pour paraphraser Lénine comme le capitalisme au stade des multinationales.

Il s'est formé après la vague révolutionnaire des luttes d'émancipation nationale à travers l'offensive libérale et impérialiste engagée au début des années 80 visant à lutter contre la baisse du taux de profit par les privatisations, la remise en cause des acquis sociaux, qui a abouti à l'effondrement de l'URSS et à l'intégration au marché et à la production mondiaux des nouveaux États capitalistes nés des luttes de libération nationale, les pays émergents.

La financiarisation de l'économie a été le moyen pour la classe capitaliste de se dégager des contraintes des États nationaux comme de la propriété privée capitaliste en transformant les moyens de production et d'échange en actifs financiers qui s'échangent en permanence sur les marchés financiers et les places boursières du monde entier.

Une oligarchie financière s'approprie et se partage la plus-value produite à l'échelle de la planète.

Sa mainmise sur le développement des nouvelles technologies accentue son parasitisme.

Le développement de la production et des échanges à l'échelle planétaire généralise la mise en concurrence des

travailleurs et travailleuses dans le même temps qu'il développe le rapport d'exploitation capitaliste à un niveau jamais atteint et qu'il tend à ruiner les acquis du prolétariat des vieilles puissances impérialistes. La concentration de richesses immenses entre quelques mains provoque une accentuation inédite des inégalités.

Il globalise aussi la concurrence entre les États, grandes puissances, puissances régionales ou locales sans que même les USA puissent prétendre à maintenir un équilibre un tant soit peu stable dans les relations internationales.

Le capitalisme financier mondialisé est incapable de se réguler.

Il connaît une crise permanente. Au développement des techniques ne répond pas un développement de la production permettant de satisfaire les exigences de rentabilité financière de la masse énorme de capitaux en mal de plus-value.

Les capitalistes ne font face qu'au prix d'une guerre permanente contre les salariés et les peuples, en accentuant les rapports d'exploitation.

Les contradictions inhérentes au fonctionnement même du capitalisme ont continué leur travail de sape à un niveau supérieur entraînant la planète entière dans sa crise permanente. Elles ont éclaté en 2007-2008 dans une grande dépression aux répercussions mondiales. Malgré les mesures prises par les États et les banques centrales pour maintenir en vie la machine à profits, l'économie mondiale est plongée depuis dans une phase de stagnation, conséquence de la maladie chronique du capitalisme, une crise d'accumulation majeure, mondialisée. Confronté à la stagnation de l'économie et des taux de profits, le système de production et d'échange est incapable d'offrir aux masses de capitaux disponibles suffisamment de possibilités d'investissements rentables. Des masses de plus en plus considérables de capitaux inutilisés se précipitent dans la spéculation et l'industrie de la dette, faisant planer la menace de krachs et de crises de solvabilité aux conséquences dévastatrices.

Le capitalisme n'a plus la possibilité d'intégrer de nouveaux territoires non capitalistes pour étendre le marché et la production, lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit. Il se heurte aujourd'hui à sa mondialisation à l'ensemble du globe, aggravant la maladie de la crise d'accumulation du capital qui atteint ses limites ultimes tant économiques, sociales que géographiques et écologiques.

L'élection de Trump-Musk ou la décomposition sociale, politique, morale de la citadelle du capitalisme

Les élections américaines du 5 novembre 2024 et leurs suites ont donné à voir au monde entier la décomposition qui mine de l'intérieur la première puissance mondiale. Elles ont porté Trump à la Présidence, immédiatement félicité par l'ensemble du personnel politique de la bour-

geoisie dans le monde et salué par les bourses. De l'accident électoral de 2016, après 4 années Biden au service de Wall Street, Trump, après s'être emparé du parti Républicain transformé en parti d'extrême droite, a été porté au pouvoir par les milliardaires à la Musk entraînant la petite bourgeoisie mais aussi en dévoyant un mécontentement populaire dominé et aliéné au système. Kamala Harris ne pouvait inverser les choses, symbolisant dans la continuité de Biden l'arrogance des classes privilégiées sans autre politique que la défense de Wall Street, l'offensive militaire des USA, le soutien à Israël.

Les deux candidats de Wall Street ont ignoré la dégradation des conditions de vie des travailleur.es et des classes populaires, la dette et la stagnation, défendant au final la même politique dans la continuité des politiques menées depuis 1980 en passant par la grande dépression de 2007-2008 et la crise du Covid.

La classe dirigeante a cherché à sortir de la longue dépression économique par une série de renflouements massifs des banques et par de larges subventions en particulier sous Biden. La dette américaine a explosé pour atteindre près de 36 000 milliards de dollars, les inégalités sociales sont encore plus creusées, la crise a été reportée mais à un niveau supérieur.

La concentration des richesses atteint des niveaux absurdes, une minorité contrôlant plus de richesses que la moitié inférieure de la population. La fortune des milliardaires américains dépasse aujourd'hui 5500 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 90 % depuis le début de la pandémie. Les bourses explosent alors que l'inflation dévore les salaires réels, rendant les biens essentiels – de la nourriture au logement et à l'assurance-maladie – inabordable pour des millions de personnes.

La classe ouvrière fait face aux licenciements, aux fermetures d'écoles et à un système de santé au bord de l'effondrement.

Les deux partis de la bourgeoisie ont de la même façon ignoré le changement climatique qui est à l'origine de catastrophes écologiques sans précédent, dont deux ouragans majeurs qui ont frappé les États-Unis au cours des deux derniers mois, provoquant des inondations dévastatrices.

L'un et l'autre sont voués à la politique du America First, mais les Démocrates se veulent les continuateurs d'une ère révolue prétendant maintenir l'unité des deux partis pour maintenir l'ordre et préparer la guerre. Cet ordre failli se délite et une large fraction de la bourgeoisie américaine voit dans la démagogie populiste, réactionnaire de Trump la seule façon de maintenir son ordre décadent, de déclarer la guerre à « l'ennemi intérieur » pour mieux museler la classe ouvrière affaiblie et divisée par la menace d'expulsion de millions d'immigrés dont les milliardaires ont peur.

Trump n'est pas le fascisme ni Hitler mais un nouveau fascisme est en gestation. Il ne sera pas celui d'un Etat impérialiste se battant pour conquérir par les armes son

espace vital comme l'Allemagne impérialiste le fut mais celui de la nation dominant le monde et se préparant à la guerre pour perpétuer sa domination pour satisfaire aux besoins sans fin de l'accumulation du capital, nécessité impérieuse pour que le système ne s'effondre pas sur lui-même.

La dictature populiste qu'annonce l'élection de Trump n'aura pas besoin de s'attaquer aux institutions bourgeoises américaines antidémocratiques et corrompues mais pourra se contenter de les soumettre à sa politique et de les utiliser pour mobiliser et organiser les milices déjà à l'œuvre à l'ombre du Parti républicain.

Briser cet enchaînement inscrit dans la politique du capital ne dépend pas des luttes de pouvoir entre les deux partis de la classe dominante mais de la seule intervention du prolétariat sur le terrain social et politique.

La guerre, arme des USA et des puissances occidentales dans la concurrence mondialisée pour sauvegarder leur domination dépassée

Le capitalisme financiarisé est le produit d'une profonde transformation de l'économie de par les bouleversements géostratégiques suite à l'effondrement de l'URSS et à l'émergence de nouvelles puissances capitalistes qui, nées des luttes de libération nationale, se sont intégrées au marché capitaliste mondialisé dont ils sont devenus des acteurs majeurs. Les principales d'entre elles sont regroupées dans les Brics, bloc hétérogène de dictatures capitalistes soucieuses de se tailler une place face aux vieilles puissances impérialistes, et à travers les rivalités qui les opposent. L'agression de Poutine contre l'Ukraine en réponse à l'offensive des USA et de l'Otan en est l'illustration.

L'hégémonie des USA est désormais menacée et cela alors que la tendance à la stagnation économique s'accroît. Les politiques protectionnistes en premier lieu celle des Etats-Unis dans sa guerre économique vis-à-vis de la Chine ou sa politique de sanctions contre ses ennemis dont l'Iran et la Russie, ou même vis à vis des pays de l'UE, exacerbent la concurrence.

Le complément de cette concurrence mondialisée est la montée du militarisme, la guerre étant une arme économique dans les rapports entre puissances capitalistes, la poursuite de la concurrence par d'autres moyens.

Dans certains pays dits en développement, en Afrique mais aussi ailleurs, des bandes armées se font la guerre pour le pouvoir et accéder à la mangeoire des accords avec les grandes multinationales pillant leurs ressources. Il y a aujourd'hui davantage de guerres de ce type, intra-étatiques, que de guerres inter-étatiques comme celles d'Ukraine et du Proche-Orient.

Dans ces dernières, les premiers auteurs de guerre sont les Etats-Unis et leurs vassaux européens dont l'Otan est la force armée, prêts à tous les crimes pour assurer à leurs multinationales le libre accès aux ressources et aux mar-

chés, garantir la sécurité des voies logistiques et de communication.

Ne pas accuser la responsabilité des USA et de l'Otan, de la France dans leur guerre par procuration contre la Russie de même que dans la guerre d'Israël au Moyen Orient est une forme de participation à l'opinion officielle, au minimum une concession à celle-ci. L'ennemi est dans notre propre pays. Pas un euro pour leurs guerres !

Une paix démocratique respectant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être que l'œuvre des travailleurs, des exploités par-delà les frontières, de leur fraternisation, par la lutte révolutionnaire pour la défaite et le renversement de leur propre bourgeoisie et la conquête du pouvoir pour le socialisme. Nous militons, en réponse à l'impasse du nationalisme, pour une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient.

Les prétentions de Trump à imposer la paix ne sont que coup de bluff ou tout au plus une tentative pour négocier les rapports de force tels qu'ils se dessinent après plus de deux ans de guerre par procuration des USA contre la Russie et sur le front du Moyen Orient.

En réalité, le monde est engagé dans une mondialisation de la guerre menée à la fois par les vieilles puissances occidentales pour tenter de préserver une domination dépassée et par les nouvelles puissances capitalistes, dictatures grandes et petites, en lutte pour l'appropriation des richesses et des marchés.

Il ne s'agit pas de prédire une troisième guerre mondiale de même nature que les guerres de 1914 ou de 1940 entre puissances occidentales pour le repartage du monde et son leadership. Une telle hypothèse est peu probable à l'ère de la guerre nucléaire dans un monde multipolaire. Il n'y aura pas de super-impérialisme capable de s'imposer et de réguler le chaos capitaliste.

La montée du militarisme conduit à un autoritarisme croissant pour plier le prolétariat et les populations aux ambitions des Etats et des différentes fractions du capital mondialisé. Sur cette voie, Netanyahu et Zelensky se sont faits les propagandistes zélés du militarisme occidental au service de la perpétuation de la domination séculaire des vieilles puissances impérialistes sur le monde dont eux-mêmes touchent les dividendes.

La marche vers des dictatures populistes s'accélère en Europe et aux USA en passant par la France. Elle se nourrit de la propagande en faveur de la guerre d'Israël et de celle d'Ukraine, ou de la guerre commerciale contre la Chine, préparation d'une offensive militaire, au nom de la défense de « *nos valeurs* », celles de l'occident capitaliste façonné par le colonialisme et l'impérialisme.

La crise politique et sociale hexagonale, l'effondrement de la démocratie bourgeoise, éléments de la crise des vieilles puissances impérialistes occidentales

En France, du discrédit de la droite et de la gauche, qui avaient cohabité ou s'étaient succédé au gouvernement

pour mener l'offensive des classes dominantes contre le monde du travail, à la montée de l'extrême-droite en passant par le ni droite ni gauche de Macron, il y a la continuité du discrédit des partis parlementaires et de la démocratie parlementaire bourgeoise, instruments dociles de la politique du capital.

Le processus de la crise politique est sous-tendu par le processus de régression économique et sociale, il est directement la conséquence de l'accentuation constante des inégalités dont on peut aussi juger au niveau de l'Union européenne en particulier en Allemagne qui apparaissait jusqu'alors comme un élément stabilisateur maintenant miné par le développement de l'extrême droite.

Le mécanisme des surprofits impérialistes décrit par Lénine qui a permis à la bourgeoisie des vieilles puissances occidentales de contenir, avec la collaboration de la social-démocratie, la montée révolutionnaire de 1917 puis celle des lendemains de la seconde guerre mondiale, a épuisé ses possibilités. L'intégration des anciens pays coloniaux au marché mondial en concurrence avec les vieux pays impérialistes et la mondialisation du marché du travail, la mise en concurrence des prolétaires de tous les pays, a accéléré la concentration parasitaire du capital au détriment de l'ensemble de la population du globe, au prix d'une exploitation toujours plus forte en vue d'une baisse du coût du travail.

La démagogie xénophobe contre l'immigration est bien plus qu'une perversion raciste visant à diviser la classe ouvrière, elle est l'expression de la crainte qu'inspire à la bourgeoisie le nouveau prolétariat au sein duquel les migrants sont des acteurs révolutionnaires par le simple fait qu'ils sont un facteur de rupture du consensus national auquel la gauche participe pleinement.

La longue phase dépressive dans laquelle est entré le capitalisme explique l'effondrement des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, le PS et le PC, qui ont depuis longtemps renié leurs origines. Le réformisme, social-démocrate ou stalinien, qui n'avait pu se maintenir que parce que l'existence de surprofits permettait quelques concessions aux classes ouvrières des pays occidentaux n'a plus eu d'autre choix que de participer à la gestion de l'offensive libérale et impérialiste de la fin du siècle dernier pour se discréditer, complètement impuissant à apporter la moindre réponse à la régression sociale, sa démagogie nationaliste ouvrant la voie et cédant la place à la politique xénophobe de l'extrême droite.

Le réformisme n'a plus de bases matérielles. La gauche est condamnée à négocier les reculs et concessions pour, sur le fond, abdiquer de toute velléité réformiste et s'intégrer au consensus national.

LFI essaie de préserver une indépendance politique au prix d'une grande confusion et d'une crise interne permanente. Sous-produit sans avenir de la décomposition de la gauche gouvernementale et de l'échec d'une fraction du mouvement révolutionnaire, elle reste dépendante du PS et de la gauche parlementaire sans laquelle Mélenchon ne peut imaginer réaliser son rêve de devenir président.

Cet effondrement de la gauche laisse le terrain libre aux forces réactionnaires, à l'extrême droite voire à un nouveau fascisme, des dictatures populistes auxquelles les lignes de force à l'œuvre tant sur le plan économique et social que politique conduisent à plus ou moins long terme.

La catastrophe écologique en cours, expression de la crise globale du système et de la nécessité d'une économie planifiée

La crise écologique dont les ravages frappent l'ensemble des populations de la planète, principalement les plus pauvres, est la manifestation globale de la fuite en avant des classes capitalistes paniquées par le krach qui vient, leur faillite.

Le capitalisme financiarisé mondialisé cherche désespérément à repousser ses limites par la surexploitation des hommes et de la nature à l'échelle de la planète.

Sur ce terrain aussi les classes dominantes et les Etats ont perdu le contrôle. De COP en COP, les Etats affichent leur impuissance tout en essayant de laisser croire qu'ils s'en soucient par des mesures budgétaires de plus en plus ridicules quand ils ne ferment pas les yeux sur la catastrophe en cours comme durant la campagne présidentielle américaine. Et quand ils ne subventionnent pas au nom du capitalisme vert les multinationales qui règnent sur les énergies fossiles.

Dans sa marche à la faillite, le capitalisme a franchi aussi la frontière à partir de laquelle les mécanismes naturels de régulation écologique ne peuvent plus contrebalancer l'emballage productiviste.

La mondialisation capitaliste épuise les ressources naturelles et engendre une crise climatique, écologique à laquelle le capital comme les États sont incapables de faire face parce qu'ils sont prisonniers de la dictature de la propriété capitaliste, de la concurrence et de la guerre, des frontières nationales qui leur garantissent leurs privilèges.

Ainsi que pour rationaliser la production et les échanges des biens utiles à l'humanité, il est nécessaire d'exproprier la propriété capitaliste pour planifier l'économie mondiale en prenant appui sur son internationalisation et sa socialisation ainsi que sur les nouvelles technologies pour les mettre au service de toute la société dans le respect de l'homme et de la nature conciliés.

Malgré la crise du projet révolutionnaire, les prémices d'une transformation révolutionnaire mondiale n'ont jamais été aussi mûres dans l'histoire

Ainsi que l'écrivait Lénine au sujet du stade impérialiste du développement du capitalisme, le capitalisme financiarisé mondialisé porte dans ses flancs un nouvel ordre économique mondial. Les échecs des révolutions passées ne remettent pas en cause cette idée. Selon la formule de Marx le communisme est bien le mouvement réel d'abolition de l'ordre établi, capitaliste, ce mouvement n'a pas

connu de cesse. Il a abouti à un nouveau stade de développement du capitalisme à travers lequel les prémices, les conditions objectives et subjectives, d'une révolution mondiale ont mûri pour donner à l'idée de Lénine un nouveau contenu, plus riche, plus large.

L'échec des révolutions passées n'est pas l'échec du socialisme scientifique, du marxisme mais l'expression de l'imaturité du développement de la société.

Le mouvement ouvrier, jusqu'à l'effondrement de l'URSS, a connu une première longue phase de son histoire qui a profondément bouleversé le monde à travers un processus révolutionnaire, démontrant sa capacité à conquérir le pouvoir pour changer la société sans avoir encore la force de mener le travail à son terme, laissant le pouvoir au capital et à son œuvre destructrice.

Si les forces réactionnaires ont eu le dessus, cela ne peut s'expliquer par les seules insuffisances humaines, voire les trahisons et les reniements. Elles sont elles-mêmes l'expression des pressions sociales, des rapports de forces entre les classes qui, en dernier ressort, résultent des rapports dans la production et les échanges, là où se produisent les richesses matérielles.

Les hommes font eux-mêmes leur histoire sur un terrain qu'ils n'ont pas choisi. Depuis que le prolétariat s'est affirmé dans la révolution de 1848 comme classe révolutionnaire, il a accumulé une riche expérience dont le marxisme est le produit. 1871, la Commune de Paris, puis 1917 et la vague révolutionnaire sont les sommets qui jalonnent l'histoire des luttes des classes à travers laquelle le prolétariat tant par son travail que par son activité politique a œuvré au mûrissement des conditions de la transformation révolutionnaire mondialisée de la société. Les conditions d'existence conditionnent la conscience humaine dans le même temps que cette dernière devient actrice de la transformation de la société. Conditions objectives et subjectives y compris la formation d'un parti révolutionnaire des travailleurs sont liées de façon indissociable au cœur de la dialectique des luttes de classes, de ses hauts, de ses bas...

Le développement du mouvement ouvrier a débouché sur un recul du marxisme caricaturé par les dictatures stalinienne et les dirigeants des dictatures nationalistes des anciens pays coloniaux qui avaient usurpé le drapeau du communisme pour mieux duper les masses. La crise de la direction du prolétariat a laissé la place à une crise du projet révolutionnaire lui-même à laquelle nous n'échappons pas.

C'est la question majeure qui définit nos tâches aujourd'hui.

Y répondre signifie prendre en compte l'autre caractéristique essentielle de la période qui rompt les longues décennies de recul, jamais dans l'histoire les conditions objectives et subjectives d'une transformation révolutionnaire mondiale n'ont été si développées en proportion inverse de la faillite du capitalisme.

La mondialisation, la formation d'une économie mondiale intégrée, accentuent les deux contradictions principales

du capitalisme : d'un côté la socialisation de la production et des échanges et de l'autre la propriété privée et l'Etat national ; et entre le développement sans limite de la production et les limites du marché, une consommation limitée par le maintien des masses dans la misère. Les crises de surproduction et de suraccumulation de capital s'entretiennent réciproquement.

Dans ces transformations, la révolution technologique occupe une place que certains comparent à l'invention de l'imprimerie comme instrument de communication entre les hommes et de culture, de démocratie, de gestion collective de la vie sociale.

Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité partage informations, connaissances, vie sociale et économique, culturelle, politique en temps réel.

Les classes dominantes concentrent ces immenses progrès entre leurs mains pour les pervertir en instrument d'asservissement entraînant le monde dans une course folle à l'abîme.

Il en résulte un nouvel essor des luttes de classes, sociales et démocratiques, pour réguler l'économie en fonction des besoins sociaux et du respect de l'environnement c'est-à-dire la lutte pour le socialisme, le communisme, seule issue pour l'humanité.

La théorie de la révolution permanente portant « *la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général* » de même que « *le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne* » sont nos boussoles.

La démarche transitoire formulée dans le *Programme de transition*, trop souvent réduite à des revendications transitoires, prend aujourd'hui toute sa portée révolutionnaire en formulant et construisant le lien entre toutes les questions sociales, démocratiques, écologiques et la lutte pour la conquête du pouvoir, la lutte pour le socialisme, le communisme.

Les transformations brutales des conditions de travail et de vie de millions de prolétaires à travers le monde, leur dégradation sous la pression d'une exploitation féroce d'autant plus inacceptable que les progrès techniques devraient permettre d'y mettre fin façonnent des prises de conscience anticapitalistes, une profonde révolte, des luttes multiples, autant de terrains de l'action des révolutionnaires pour que ces évolutions fassent mûrir une conscience de classe, conscience de la nécessité et de la possibilité de changer le monde.

Cette évolution de l'humanité connaît des rythmes qu'il est bien difficile de prévoir. La lutte à l'échelle internationale et au cœur des vieilles puissances impérialistes entre un mode de production fondé sur la propriété privée, le profit et la concurrence capitalistes, dépassé depuis des décennies déjà, et une nouvelle façon de produire et d'échanger, fondée sur la coopération et la planification en fonction des besoins humains et des nécessité écologiques, définit le contenu de la période.

Les conditions de la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs

Le parti de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes ne naît pas de la seule volonté d'une avant-garde, d'une minorité détentrice du savoir révolutionnaire mais se forme à travers un processus d'auto-organisation, de prise de conscience, d'organisation dont cette minorité est à la fois produit et acteur, amplificateur, quand les évolutions sociales et politiques poussent les masses à s'emparer des idées de leur propre émancipation.

Notre projet n'est pas de « *prendre appui sur ce que nous sommes déjà pour construire le parti que nous voulons* » ainsi que l'écrivent les camarades d'AetR et de L'Étincelle. Une telle démarche définit une compréhension de secte qui considère qu'elle est l'alpha et l'oméga de la situation, pas d'un courant marxiste. Nous ne partons pas de nous-mêmes ni d'un modèle de parti, mais du niveau de conscience du monde du travail, de son organisation, du mouvement révolutionnaire au sein duquel nous sommes des actrices et acteurs, des données de la période historique, des possibilités qu'elle ouvre, de l'expérience accumulée du mouvement ouvrier loin des mythes et des dogmes. Nous ne nous considérons pas comme le parti en petit appelé à grandir !

Nous travaillons collectivement à l'élaboration d'une stratégie, d'une politique pour le mouvement révolutionnaire et la classe ouvrière à partir du mouvement tel qu'il est sans incantation ni autoproclamation.

La nouvelle phase de développement du capitalisme, phase ultime d'un capitalisme à bout de souffle, ouvre une nouvelle phase de développement du mouvement ouvrier confronté à la crise globale du capitalisme mondialisé, terrain d'une prise de conscience de masse anticapitaliste que le système ne marche plus, qu'il faut radicalement changer les choses, la façon dont les hommes produisent et échangent pour satisfaire leurs besoins collectifs et individuels.

Cette alternative est au cœur des contradictions qui minent le système, elle s'inscrit dans l'histoire des luttes d'émancipation et ses bases matérielles se sont renforcées, ses prémices objectives et subjectives ont mûri avec le développement d'un nouveau prolétariat mondial produit de la mondialisation capitaliste.

Une politique unitaire pour un pôle démocratique révolutionnaire

C'est à travers ce combat que se forme la nouvelle génération, force motrice du parti de la révolution à venir. Les perspectives démocratiques et révolutionnaires du mouvement ouvrier puisent leur force dans la puissance du nouveau prolétariat qui incarne celui-ci ainsi que dans son histoire, ses expériences accumulées, une source d'inspiration et de culture de classe, internationaliste, pour l'action vivante.

A travers le long recul, à défaut de pouvoir mener une politique révolutionnaire au sein d'un mouvement ouvrier

dominé par les appareils politiques et syndicaux, la révolution a pris le contenu d'une proclamation, le parti, celui de groupes autoproclamés confondant leur propre vie avec celle du mouvement ouvrier, s'illusionnant sur leur capacité à donner naissance à un parti de masse, voire une internationale, par leur propre développement ou en association avec d'autres groupes.

Une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire est nécessaire, refondation qui exige pour reprendre la formule de Gramsci « *la conscience critique de soi* » qui commence par la prise en compte du gâchis que représente notre propre histoire d'exclusions, de scissions, de sectarisme qui alimente mécaniquement l'opportunisme et réciproquement.

La scission-exclusion-explosion du NPA est la déplorable illustration de cette logique d'échec.

Notre tâche première est de rompre avec elle en inscrivant notre politique dans les transformations en cours du fait de l'accentuation de la décomposition du capitalisme.

Aujourd'hui, le renouveau du mouvement ouvrier révolutionnaire est en gestation au cœur de la crise chronique, de la marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé qui rend impossible l'intégration sociale et politique du prolétariat et de ses organisations au monde bourgeois, à la nation autrement que par leur capitulation. La lutte de classe porte en elle l'émergence de nouveaux partis de la classe ouvrière du simple fait que les conditions de la phase de décadence du capitalisme en route vers son effondrement ne laissent pas d'autres possibilités qu'un affrontement de classe.

La période ouverte par la crise de 2007-2008 et les révoltes arabes de 2011 est celle d'un affrontement mondialisé entre l'oligarchie financière qui veut dominer le monde et le prolétariat mondialisé dans sa riche diversité pour imposer une nouvelle façon de produire et d'échanger en liquidant la propriété capitaliste pour mettre en place un

mode de production et d'échange fondé sur une planification mondiale démocratique, socialiste. Les femmes en lutte contre l'oppression capitaliste et patriarcale constituent une force motrice de l'émancipation du prolétariat ainsi que la jeunesse de même que les migrants sont de puissants facteurs révolutionnaires, de rupture avec les préjugés nationaux.

L'axiome de départ de toute politique de refondation du mouvement révolutionnaire est de considérer que les révolutionnaires n'ont pas d'intérêts différents de l'ensemble du mouvement et que les différentes tendances qui le composent sont des courants d'un même parti qui devraient n'avoir d'autre vue que de représenter les intérêts généraux du mouvement comme ceux des travailleurs dans une politique unitaire et démocratique.

Le combat pour l'unité de la classe ouvrière contre les forces réactionnaires passe par le combat pour l'unité des forces du marxisme, pour unifier les militant·es des différentes fractions révolutionnaires, lier les différents groupes locaux entre eux en particulier au niveau de l'intervention locale, réunir dans le même cadre organisationnel toutes celles et ceux qui veulent mener la bataille pour les droits sociaux et démocratiques, lutter contre la guerre et pour le socialisme et le communisme et se considèrent donc comme les membres d'un même parti.

C'est ce dont ont besoin celles et ceux qui souhaitent participer à la naissance d'un mouvement de masse de contestation du capitalisme, qui ont le sentiment et la conscience de participer à un mouvement collectif d'émancipation, à l'émergence d'un nouveau mouvement révolutionnaire international, qui répond tout autant aux besoins de l'humanité, à une nécessité historique inscrite dans l'évolution des sociétés humaines qu'à leurs propres besoins humains de liberté, de solidarité, de participer à un combat collectif, de faire l'histoire.

*Texte de plateforme de Démocratie révolutionnaire
dans le cadre du congrès du NPA-R*